

prolétarien dégénéré, si non seulement les conditions de l'économie socialiste n'existent pas, mais même les prémisses élémentaires qui peuvent amener au socialisme en éliminant l'exploitation, qu'elle soit exercée de n'importe quelle façon et par n'importe qui, sur l'écrasante majorité du peuple russe ?

Que ce soit une classe, une caste ou la partie bureaucratique de l'Etat russe qui exerce la double exploitation directe et indirecte (cette dernière au travers des échanges internationaux) sur les travailleurs russes, ceci ne déplace pas la structure économique de l'Etat soviétique, qui n'a de « soviétique » que le nom et qui bafoue cruellement la révolution d'Octobre et la mémoire de Lénine et de Trotsky.

Appelez l'Etat russe comme il vous plaira, définissez-le comme cela vous arrange le mieux ; la définition ne compte pas, comme il est sans importance de définir comme « démocratique » la bourgeoisie américaine ou anglaise, tant il est vrai que l'Etat bourgeois dans son développement historique se revêt de nuances et d'aspects qui reflètent certaines conditions déterminées appartenant justement à son développement

et à sa marche inéluctable vers sa tombe : la révolution sociale.

L'Etat russe deviendra à nouveau un Etat prolétarien tel qu'il fut conçu et voulu par Lénine, seulement à travers une révolution plus féroce, plus sanglante, aux regards de laquelle même la révolution d'Octobre pâlit.

La classe dirigeante russe ne sera pas moins féroce et moins sanguinaire que la bourgeoisie du monde entier et de tous les temps, et la social-démocratie allemande nous en a donné un grave exemple avec Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht.

Les travailleurs du monde entier doivent donc considérer la Russie dans le problème général de la révolution mondiale, sans en faire un problème en soi-même, car on tomberait alors dans la même erreur que Staline, mais avec cette seule différence : « la révolution dans un seul Etat », au lieu du « socialisme dans un seul Etat ».

L'argument est trop vaste pour être traité dans un seul article et nous nous proposons d'en compléter l'étude, en intervenant à plusieurs reprises dans la discussion.

Encore une fois l'U. R. S. S. et le Stalinisme

(Le camarade Schwartz à la recherche d'une théorie du défensisme)

par LUCIEN

Ce qui frappe tout d'abord dans le texte du camarade Schwartz, c'est d'une part, qu'il constitue un inextricable tissu de contradictions, et d'autre part, qu'il part de l'idée de la nécessité de la défense et non qu'il y aboutit après une analyse objective.

Tous les arguments qui y sont inclus sont des tréaux destinés à soutenir l'idée de la défense, c'est-à-dire l'idée de l'U. R. S. S. Etat ouvrier dégénéré, à économie progressive, laquelle progressivité est un fait malgré la bureaucratie, celle-ci étant non pas tant mauvais gérant de cette économie parce que contre-révolutionnaire, mais contre-révolutionnaire, parce que mauvais gérant.

Mais il vaut mieux, étant donné la façon dont a été conçu ce texte, le suivre si possible pas à pas et en relever les éléments les plus caractéristiques.

Parlant des « caractères positifs » de l'économie soviétique Schwartz cite la collectivisation des richesses naturelles et des moyens de production, la planification de la production, de la répartition, des échanges avec l'étranger ?

Parlant des « caractères négatifs » de cette économie, il nous explique que l'existence de la bureaucratie est « une conséquence directe du bas niveau des forces productives » mais qu'elle « réagit » néanmoins sur celles-ci (1928). Expliquant plus loin que toute amélioration du niveau de vie, amenant une recrudescence de l'activité politique dans les masses, est nuisible à la bureaucratie, il dit ensuite, « le bas niveau de vie n'est pas voulu comme tel par la bureaucratie ». Et concluant ce premier chapitre sur la structure économique. Il déclare, réfutant la thèse Guérin qui explique que les crises sont évitées par l'extension des industries de guerre ; « leur cause, insuffisante consommation des masses, subsiste, il y a sous-consommation des masses, mais si le revenu national est investi dans le domaine des industries d'armement, si l'on développe l'exportation, c'est consciemment, pour des raisons politiques et économiques précises et pas du tout parce que le système économique rend automatiquement impossible que les travailleurs profitent du fruit de leur travail », mais reconnaît plus loin que le profit n'a pas disparu, est « maîtrisé », et n'a plus le caractère anarchique du profit en régime capitaliste.

Reprenons un peu toute cette argumentation. Les contradictions et les affirmations gratuites foisonnent.

Schwartz parle de la planification de la production et de la répartition. Est-il besoin d'insister sur la planification de la répartition, les stalinistes eux-mêmes n'osent pas le prétendre. Quant à la planification de la production, c'est devenu le bouchon de l'argumentation défensiste et on finit par se demander si les camarades qui s'en servent savent ce que signifie planification pour un marxiste.

Lorsque Marx en parle et l'explique, il y ajoute un mot que l'on oublie très facilement : planification pour la consommation. Or, il y a-t-il quelque chose de semblable en U. R. S. S. ? Et peut-on parler de planification en dehors de la question de pouvoir ? Et c'est d'ailleurs là que l'on trouve les pires contradictions du texte : d'une part l'économie fonctionne progressivement malgré la bureaucratie, par le simple fait de l'abolition de la propriété privée des moyens de production, d'autre part la bureaucratie impose une limitation aux forces productives, est directement intéressée au maintien d'un niveau de vie bas, mais ce niveau de vie bas « n'est pas voulu comme tel » par elle. Et plus loin on voit que les investissements dans l'industrie des armements et le développement des exportations qui entretiennent « ce niveau bas » se font consciemment pour des raisons politiques et économiques précises. Mais, suprême argument, le profit est maîtrisé, on ne dit pas par qui et pourquoi.

Cette économie « planifiée » qui fonctionne en tant que telle malgré la bureaucratie le fait selon un plan conscient qui développe les secteurs armements, exportations qui contribuent à laisser un niveau bas aux travailleurs, ce niveau bas est nécessaire à la bureaucratie pour assurer mieux sa domination politique et néanmoins il n'y a pas relation de cause à effet et ce niveau bas, quoique lui étant nécessaire, n'est pas voulu par la bureaucratie. Et le fait que la bureaucratie est contre-révolutionnaire est un hasard.

On se demande à quoi sert le marxisme ? Ne faudrait-il pas conseiller à Schwartz quelques bonnes lectures ?

Dans le chapitre II, après avoir expliqué ce qu'est devenue l'ancienne bourgeoisie, Schwartz pose une fondation solide à son argumentation « il n'y a pas de bourgeoisie russe déposée prête à revenir massivement en scène en tant que telle ». Fort de cette irréfutable lapalissade et après avoir expliqué les raisons politiques de l'apparition de la bureaucratie, il nous explique le « double caractère » de l'Etat bureaucratique « d'une part, il vit de la gestion de l'économie collectivisée », mais le fait qu'il en vit, c'est-à-dire qu'il en tire profit ne l'incite pas à la faire fonctionner à son profit, le marxisme est vraiment dépassé ; « par cette gestion, il sert les intérêts historiques du prolétariat mondial », nous avons déjà vu cela dans les thèses de Leblanc, quoique nous verrons plus loin Schwartz s'en délimiter.

Reconnaissant l'importance de la non-gratuité de l'enseignement, des lois sur l'héritage, le développement de la religion, le culte de la famille, les lois contre l'avortement, l'abrutissement du régime policier de délation, le véritable esclavagisme et il en passe bien d'autres ; ces faits semblent considérés par Schwartz comme des abstractions pures et simples. Des accidents sans liaison aucune avec le régime économique.

Parlant du caractère bonapartiste de la bureaucratie et après comparaison avec Napoléon III, il conclut qu'elle n'est nullement fondée de pouvoir de la bourgeoisie, mais tout bonnement « elle est au contraire apparue comme fondée de pouvoir du prolétariat ; mais celui-ci lui a abandonné non seulement le pouvoir politique et militaire, mais encore le pouvoir économique ».

Cher camarade Schwartz de qui te moques-tu ? Le prolétariat a « abandonné » son pouvoir à la bureaucratie, nous aimerions connaître le mécanisme de cet abandon, car cela signifie que le pouvoir a été consciemment remis à la bureaucratie. Mais ce qui est plus grave c'est lorsqu'on répand des illusions absolument réformistes sur les possibilités pour une économie d'être au service du prolétariat en dehors de son contrôle économique et politique.

Lorsque nous combattons le réformisme nous expliquons toujours que contrairement à ce qu'a fait la bourgeoisie sous le régime féodal, le prolétariat a besoin du pouvoir politique pour établir sa domination économique et aujourd'hui Schwartz découvre la possibilité de bâtir une société planifiée au sens marxiste dans les cadres d'un régime où le pouvoir politique n'appartient au prolétariat pas plus que le pouvoir économique.

Et l'idée n'est pas venue à Schwartz que la bureaucratie pouvait n'être le fondé de pouvoir de personne et gérer à son profit ; sa propre économie.

Et puis on voit encore deux idées essentielles revenir en leit-motiv : l'impérialisme mondial prépare la guerre contre l'U. R. S. S. pour s'ouvrir un marché qui lui échappe. (En est-il jamais autrement) ?

La bureaucratie « ne croit plus en la révolution », on a l'impression d'avoir affaire à une vieille dame algérienne qui est sceptique devant la vie et qui fait des bêtises et non à une entité contre-révolutionnaire consciente. Et de nous expliquer que le retour à la dictature du prolétariat ne serait pas une révolution sociale.

Parlant des tâches d'une section russe de la IV^e, Schwartz parfaitement logique avec lui-même, lui définit tout un programme en grande partie réformiste. Et donne le mode d'emploi pour renverser la bureaucratie sans nuire à la défense.

Mais c'est dans la conclusion du chapitre III que nous trouvons les choses les plus intéressantes : après nous avoir expliqué les contradictions les plus absolues entre le système économique de l'U. R. S. S. et celui de l'impérialisme et le besoin de ce dernier de le détruire, nous apprenons que malgré ces contradictions « Hitler dans les pays conquis n'est pas arrivé à établir un autre système économique ? » Or Hitler a fait fonctionner l'économie des pays conquis à son profit comment se fait-il donc qu'il ait pu sans le détruire faire fonctionner au profit de l'Allemagne un système économique en absolue contradiction avec le sien ?

Dans la II^e partie nous abordons avec Schwartz la politique extérieure de l'U. R. S. S. Après avoir réaffirmé les principes sacrés du « double caractère » de l'Etat bureaucratique qui gère une économie planifiée non capitaliste, et qui en même temps, poursuit une politique intérieure contre-révolutionnaire », il nous apprend le fin mot de l'impossibilité du socialisme dans un seul pays.

Le haut niveau technique des grands pays capitalistes leur permet un rythme trop rapide pour l'économie soviétique et cela constitue une des raisons fondamentales de son déséquilibre, de l'impossibilité où elle se trouve d'élever le niveau de vie des travailleurs et de se transformer progressivement en une économie socialiste. Une fois encore, la question du pouvoir politique et économique ne semble pas entrer en ligne de compte.

Mais là où nous restons ébahis, c'est lorsque, parlant des positions respectives de l'U. R. S. S. et des grands impérialismes, on nous apprend que « la chute de l'impérialisme représente un immense avantage pour l'U. R. S. S. »

Pourquoi alors ne pas faire franchement une critique de notre politique durant la guerre ? Logiques avec le défensisme nous aurions dû coopérer à la défaite de l'Allemagne ! Parlant du caractère contre-révolutionnaire de la bureaucratie et constatant son caractère essentiellement nationaliste, Schwarz, constate qu'elle « serait incapable de diriger la révolution prolétarienne qui nécessite une politique internationaliste », il nous montre qu'elle a confiance dans sa police et sa propagande, qu'elle étouffe dans un chauvinisme abject tout sens de classe dans tous les pays ; et, après cette énumération des caractères contre-révolutionnaires de la bureaucratie, sans en tirer aucune conclusion, sans en donner les moindres raisons, il dit : « Mais il apparaît maintenant que la bureaucratie soviétique a été fondamentalement incapable d'utiliser les circonstances exceptionnellement favorables que l'après-guerre a créées dans le monde entier, pour renverser le capitalisme mondial son ennemi. La raison profonde en est, nous l'avons vu, son incapacité et la crainte de la révolution. »

Mais ici, les explications sont indispensables : d'une part, la bureaucratie est capable de faire fonctionner l'économie « planifiée » de l'U. R. S. S., d'autre part elle est capable de la défendre dans la guerre, elle est capable d'opprimer la classe ouvrière, elle est capable d'avoir une politique d'expansion, etc. Et elle est incapable de lutter contre le capitalisme mondial, son ennemi. Et l'idée que cette politique n'est pas un hasard, n'est pas due à « l'incapacité », que cette politique est déléguée et a pour fondement que l'U. R. S. S. ne s'oppose pas à l'impérialisme sur le plan de classe, mais sur le plan d'un antagonisme inter-impérialiste, tout cela n'effleure même pas le camarade Schwarz.

Aussi, fidèle au vieux schéma, rejette-t-il le qualificatif d'impérialisme bureaucratique, mis en avant par Logan, et il en donne la raison qui n'est pas, comme on pourrait l'espérer, une preuve de ce que l'U. R. S. S. ne mène pas une politique impérialiste, mais une béquille de plus pour soutenir la vieille théorie défensiste, et il dit notamment : « Ne serait-ce que pour bien marquer l'antagonisme entre l'U. R. S. S. et les pays capitalistes, le terme d'impérialisme doit être rejeté. » Il ne veut pas se rendre compte que les caractéristiques de l'impérialisme n'ont pas été établies une fois pour toutes et immuablement par Lénine, qui déclarait au contraire que la discussion continuait et que l'impérialisme montrerait encore bien d'autres traits. Et il les montre d'une façon saisissante. Quand l'U. R. S. S. « importe » de la main-d'œuvre, qu'elle exploite d'une façon encore plus grande que sa propre main-d'œuvre intérieure, qui peut prétendre qu'il s'agit d'autre chose que d'un trait extrêmement important car si l'on analyse les raisons de ces « importations », nous nous apercevons qu'elles sont causées par le besoin d'arracher une plus-value supplémentaire ? Pour un régime qui n'a pas aboli, quoi qu'on en dise, les crises et qui avec une organisation infiniment supérieure, pratique une politique vieille comme le régime capitaliste. Et si nous avons fait notre le terme d'impérialisme bureaucratique, c'est justement pour bien marquer, d'une part, que la politique impérialiste de l'U. R. S. S. se pratique avec des méthodes différentes dans la forme et que le fond même n'est aucunement mis en cause.

Parlant de l'éventualité d'un conflit U. R. S. S.-U. S. A., dont l'une des causes est « l'impossibilité d'une longue coexistence pacifique d'une économie planifiée et d'une économie capitaliste anarchique », Schwarz verse un nouveau pleur sur la bêtise de cette bureaucratie qui n'emploie pas le seul moyen susceptible de défendre l'U. R. S. S., c'est-à-dire la préparation de la révolution. Mais la condition nécessaire à la guerre, c'est la démoralisation des classes travailleuses, poursuit-il, et la bourgeoisie s'y applique et la politique des P. C. qui devrait chercher à écarter le danger de guerre de l'U. R. S. S. est justement celle qui sert le mieux la préparation de cette guerre. Comme nous le voyons, la stupidité de la bureaucratie est immense et méthodique même. Car, c'est avec méthode et contradiction que les divers P. C. mènent la politique qui désarme le prolétariat et c'est avec méthode que les travailleurs sont exploités par la bureaucratie.

Le salut est dans la construction du parti révolutionnaire apte à dessiller les yeux des travailleurs, et nous sommes d'accord là-dessus avec Schwarz, mais ces partis doivent être armés et aptes à armer idéologiquement le prolétariat. Et, malheureusement, la politique de l'Internationale est incapable de le faire, car elle a les mains liées par le traditionnel défensisme.

N'est-il pas symptomatique que dans les pays où l'appareil policier russe n'agit pas directement, les travailleurs se détournent des P. C., qu'ils identifient, non sans raison, à la puissance occupante et si les travailleurs ne peuvent plus faire la différence entre le stalinisme et le vrai communisme, ce n'est pas un hasard, mais le résultat d'une politique qu'ils subissent directement. Et nous voudrions voir de subtils dialecticiens leur expliquer les « côtés progressifs » de l'U. R. S. S. et la nécessité de « défendre son économie planifiée ». Une telle politique enlève à tout jamais la possibilité au parti révolutionnaire de croître et de s'enraciner dans les masses.

Passons maintenant aux aspects de la politique russe en Europe orientale, partant toujours du « double caractère » de la bureaucratie, Sch. nous explique que son influence a eu des résultats progressifs et des résultats contre-révolutionnaires, et il ressort avec citations à l'appui, la théorie de Leblanc qu'il prétend combattre. La voici : « Il est indiscutable que moins encore aujourd'hui qu'hier, les éléments dirigeants russes veulent la révolution socialiste. Mais ce qu'ils veulent est une chose et ce que l'histoire leur impose par leur survivance en est une autre » ; et plus loin, toujours dans la même citation, Leblanc parle des collectivisations forcées et de la planification réalisée par la bureaucratie.

Et nous nous demandons pourquoi le camarade Schwarz joue à cache-cache avec nous. Ou bien, il ne comprend pas ce que veut dire Leblanc, ou bien il essaye de réintroduire sa théorie tout en prétendant la combattre. Car tout cela signifie une chose bien simple : la bureaucratie est objectivement progres-